

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Libreville/ Éducation: parrainage Icac/Ucam- Perenco des jeunes gabonais

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

DEPUIS plusieurs années, dans le cadre de sa responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et en soutien à l'éducation au Gabon, Perenco Oil & Gas accompagne l'État gabonais dans la formation de l'élite de demain, parmi des jeunes compatriotes des classes de terminales scientifiques choisis parmi les cracks au terme d'un concours organisé à cet effet par l'Institut catholique de l'Afrique centrale (Icac-Ucam), pour entrer dans une grande école de formation spécialisée en ingénierie pétrolière en RD Congo (pour le premier cycle) et au Cameroun, pour le second cycle.

Ainsi, depuis le 24 mai écoulé, une délégation com- mise par ladite entreprise, en partenariat avec l'Institut catholique de l'Afrique centrale (Icac-Ucam), organise à Libreville, une campagne de communication et de sensibilisation qui prend fin aujourd'hui dans les diffé- rents lycées: Sainte-Marie, Nelson-Mandela, Léon-Mba, lycée technique national Omar Bongo, lycée de Bikelé... , aux fins d'informer le plus grand nombre d'élèves des classes terminale, séries E, F, MI, C et D, de l'existence d'un concours organisé chaque année par ledit Institut à Libreville.

L'objectif visé par Perenco Oil & Gas est de donner leur chance à tous les élèves de terminale des séries susmen- tionnées pour participer à ce concours. Cette campagne de sensibilisation et d'information se poursuivra à Port Gentil le 30 mai 2022.

Notons que l'investissement dans la formation des futurs ingénieurs du secteur pétrolier se fait via des programmes de financement des études supérieures des jeunes gabo- nais, en partenariat avec l'Institut catholique de l'Afrique centrale (Icac-Ucam) dont le siège est basé à Paris, avec des filiales en RD Congo et au Cameroun. La sélection des élèves se fait au travers d'un concours annuel qui se déroule dans tous les pays de l'Afrique Centrale avec lesquels l'institut a signé un partenariat.



Une phase d'information au concours d'entrée à Icac-Ucam.

Photo: Kouiga



REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

DIRECTION GENERALE DE L'AFRIQUE CENTRALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

PROJET RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR L'EMPLOYABILITE DES JEUNES ET L'AMELIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE (RCEJPS)

DATE DE PUBLICATION : 27 MAI 2022
 ACTIVITE : REHABILITATION DU CENTRE DE SANTE DE MALIBE ET DU LABORATOIRE NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE
 SECTEUR : SOCIAL
 SOURCE DE FINANCEMENT : BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
 PRÛT N° : 200020000651
 N° D'IDENTIFICATION DU PROJET : P-GA-IAE-002
 IAS N° : AON-01/RCEJPS-22

1. OBJET

Le Gouvernement Gabonais a reçu de la Banque Africaine de Développement un Prêt en vue du financement du Projet de **Renforcement des Capacités pour l'Employabilité des Jeunes et l'amélioration de la Protection Sociale (RCEJPS)**, et se propose d'utiliser une partie des fonds accordés au titre de ce prêt pour financer les travaux de réhabilitation du Centre de Santé de Malibé et du Laboratoire National de Santé Publique au bénéfice du Ministère de la Santé, pour une période d'exécution de huit (8) mois.

2. ALLOTISSEMENT

Les travaux à exécuter sont répartis en deux lots distincts :

- Lot 1 : Travaux de réhabilitation et de construction du Centre de Santé de Malibé au CAP Estérias ;
- Lot 2 : Travaux de réhabilitation et d'extension du Laboratoire National de Santé Publique à Libreville.

Les candidats ont la possibilité de soumissionner pour les deux lots. Dans le cas où ils soumissionnent pour les deux lots, ils devront présenter une soumission séparée pour chaque lot. Pour se voir attribuer les deux lots, ils devront présenter les personnels et les matériels distincts pour la réalisation simultanée des deux lots dans les délais requis.

3. PARTICIPATION

Sont admis à concourir, tous les soumissionnaires non concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité conformément à l'article 93 du décret N°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.

4. CRITÈRES DE QUALIFICATION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du Code des Marchés Publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

5. RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS

Le Directeur Général des Marchés
 Eugène Penabaz, MINTSA

Le Directeur Général de la Formation Professionnelle
 Arielle Aurore EMBRENGAT

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable de 200 000 FCFA pour l'appel d'offres national par lot ou 100 000 FCFA applicables aux soumissionnaires ayant l'agrément PME. Ce paiement se fera sur présentation d'un Ordre de Recette délivré par la Direction Générale des Marchés Publics.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des renseignements supplémentaires aux heures d'ouverture de bureaux (8h-16h) et à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Direction Générale de la Formation Professionnelle
 Cellule d'Exécution du Projet RCEJPS
 B.P 39 19 Libreville, Gabon
 Tel : (+ 241) 11 72 53 39 – 066 98 82 76- 077 41 58 15
 Courriel : cep.rcejps@gmail.com
 224 Rue Jean Baptiste NDENDE, 3^{ème} étage de l'Immeuble La Parisienne à Libreville

6. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les offres seront évaluées conformément aux dispositions de l'article 31 des Données Particulières du Dossier d'Appel d'Offres.

7. DÉPÔT DES OFFRES ET GARANTIE DE SOUMISSION

Les offres doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **30 juin 2022 à 09H00** et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant équivalent à 2% du montant HT de l'offre.

A compter de cette date, ces offres resteront valables **120 jours**.

Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME et ayant au plus cinq (5) ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie de soumission.

8. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents, le **30 juin 2022 à 10H00** dans la salle de réunion de la Direction Générale de la Formation Professionnelle, sise au 224 Rue Jean Baptiste NDENDE, 4^{ème} étage de l'immeuble La Parisienne à Libreville, Gabon.